

Questions orales

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, en ce qui concerne le coût du projet, si le député se reporte au communiqué de presse émis hier, il y trouvera la réponse. Cette initiative coûtera 50 millions de dollars la première année et environ 100 millions de dollars par an lorsque tout l'effectif complet aura été transféré en Europe. Je pensais que le député serait le dernier à suggérer que nous devrions faire fi de toute courtoisie réglementaire et annoncer officiellement ce détachement supplémentaire de troupes, visant à honorer nos engagements envers l'OTAN en Europe, sans en discuter et en en informer au préalable les ambassadeurs de nos alliés de l'OTAN. Cela s'est fait hier. L'affaire a été rendue publique vers 13 h 30 ou à peu près. Le communiqué de presse a été distribué à l'avance au député et à son homologue du NPD. Je pense vraiment qu'il n'a pas à se plaindre de la façon dont l'annonce a été faite.

L'ACHAT DE MATÉRIEL

M. Len Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke): Monsieur le Président, le ministre n'a pas répondu à ma question. Je lui ai demandé s'il s'agissait de nouveaux crédits ou si cette somme était prévue dans le budget actuel de son ministère. Il a décidé de ne pas y répondre. Je veux une réponse à cette question.

Des voix: Oh, oh!

M. Hopkins: Monsieur le Président, nous vivons dans un régime parlementaire libre et nous devons obtenir des réponses. Le ministre peut-il garantir à la Chambre et à tous les Canadiens que les achats de nouveau matériel que nous nous sommes déjà engagés à faire ne seront pas remis en question, et nous dire s'il va rétablir dans les prévisions de dépenses, maintenant qu'il fait quelque chose au sujet...

M. le Président: A l'ordre. Le député a posé deux questions dans sa supplémenteaire et c'est assez, à mon avis.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, en ce qui concerne le matériel, la réponse est positive, je crois. Je vais toutefois m'en assurer et je communiquerai avec le député. En ce qui concerne le financement de cette initiative, j'ai demandé aux responsables du ministère de déterminer quelles ressources existent en vue de...

Une voix: Le savez-vous?

• (1440)

M. Nielsen: J'entends quelqu'un en face crier que je ne le sais pas. Je défie le député, s'il se voyait confier un ministère dont le budget est de l'ordre de 10 milliards de dollars, de déterminer sur-le-champ d'où provient chaque dollar utilisé à l'achat de chaque obusier. Si ces ressources ne figurent pas dans le budget actuel du ministère, il s'agira en effet, de nouveaux crédits.

[Français]

LE TRANSPORT AÉRIEN

LES PRÉOCCUPATIONS DES GENS DE L'AIR DU QUÉBEC

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Nous avons été informés que le ministre s'est engagé à examiner les préoccupations de l'Association des gens de l'air du Québec.

Le ministre peut-il nous confirmer, ici à la Chambre des communes, qu'il examinera la question des transferts d'emplois de Montréal à Toronto et assurera le traitement équitable des francophones par Air Canada? Quel est son calendrier pour compléter cette enquête? Quand sera-t-il prêt à nous soumettre son rapport?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, nous avons effectivement rencontré hier les Gens de l'air du Québec à qui nous avons assuré que nous allons faire les démarches nécessaires auprès de la Société pour tenir compte... et je tiens à le préciser tout de suite, pour tenir compte de deux volets de la question. D'une part, nous demandons aux sociétés d'État d'être rentables; d'autre part, nous devons tenir compte des principes comme le bilinguisme. Je pense que ce gouvernement y tient beaucoup.

Dans l'ensemble de l'évaluation de la question relative à Air Canada, nous allons rendre compte de l'ensemble des volets et prendre le temps nécessaire entre la compagnie, les Gens de l'air et le gouvernement pour donner la meilleure réponse possible sur une question que l'opposition aurait, à mon avis, intérêt à traiter avec toute la délicatesse qu'elle mérite.

AIR CANADA—LES FRANCOPHONES

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, nous devons savoir quand le ministre va compléter ses engagements. La question des pertes d'emplois est urgente et le traitement équitable des francophones par Air Canada est fondamental à la préservation de l'unité nationale. Quand le ministre complètera-t-il son enquête?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, le principe du bilinguisme ne tient pas *a priori* au moment, dans un terme de quelques semaines où nous allons remettre un rapport. Nous allons fournir à cette Chambre le rapport complet au moment où nous serons assurés que l'ensemble des instances auront été consultés, ce qui nous permettra d'assurer la transparence de la société Air Canada.